

mais dans le contexte de l'époque, elle a progressivement réduit le rôle du Sommet proprement dit en matière de coopération macroéconomique et de finances internationales. Les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales étaient maintenant les principaux intervenants dans le domaine des politiques pour lequel le Sommet avait été créé. Ce fait important illustre le prestige des personnalités et le caractère épisodique du Sommet : en 1982, aucun chef de gouvernement n'avait jamais été ministre des Finances, et la vision du Groupe de la bibliothèque (du moins sur le plan des objectifs de base de l'institution) s'était estompée. Mais pas entièrement. Le minimalisme était toujours considéré chic, comme l'illustrent certaines innovations institutionnelles dans les années 1990.

Pendant la première partie des années 1990, les Sommets ont été dominés par la fin de la guerre froide et par le processus de réforme et de passage à l'économie de marché dans l'ex-empire soviétique. Le Sommet de Halifax a lancé la réforme institutionnelle du système financier international, et cela est devenu un sujet constant en raison de la crise asiatique. L'élargissement progressif de la mission s'est accéléré, le nombre et la longueur des documents non économiques augmentant de manière constante.

John Major a fait un effort au Sommet de Londres, en 1991, afin d'endiguer le raz-de-marée du papier (il a connu un succès limité) et, après Munich en 1992, M. Major a proposé à ses collègues que les dirigeants se rencontrent seuls, en l'absence de tout ministre. Au Sommet de Birmingham, en 1998, le successeur de Major, Tony Blair, a mis en œuvre ce projet de réforme.

Mais la production de papier et l'expansion de l'ordre du jour se sont poursuivies, phénomène que quelques exemples illustreront. À Okinawa, en 2000, le Communiqué du Sommet était accompagné de 30 pages d'autres documents et à Gênes, en 2001, cela était passé à 47 pages. La liste des points inscrits à l'ordre du jour est également éclairante. À Okinawa, elle comprenait : l'architecture financière; le blanchiment d'argent; l'allègement de la dette et le développement; les technologies de l'information et des communications; la santé; le commerce; un point appelé « Une plus grande paix de l'esprit », qui comprenait la criminalité, la sécurité alimentaire et le génome humain, et l'environnement. À Gênes, la liste était sensiblement la